



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)
N° 2025 050 CBdDT 2025**

Objet : Fourniture de café et de denrées connexes avec mise à disposition et entretien du matériel au profit des établissements du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Glossaire

CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
BPU	Bordereau de prix unitaires
PLACE	Plate-forme des achats de l'état
CBdDT	Cercle de la base défense de Toulon

CPV : 15860000-4 – Café, thé et produits connexes

Sommaire

Article 1 – PREAMBULE CONTEXTE	3
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 3 – OBJET DU MARCHÉ	3
Article 4 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
4.1 Cadre général.....	4
4.2 Reconduction du marché.....	4
Article 5 – CORRESPONDANTS EN CHARGE DU SUIVI DES MARCHES	4
5.1 Correspondants administratifs pour le suivi du marché	4
5.2 Correspondants bénéficiaires des bons de commande	4
5.3 Correspondant désigné par le titulaire	4
Article 6 – MODALITES D’EXECUTION:	4
6.1 Modalités d’envoi des bons de commande.....	4
6.2 Clauses particulières.....	5
6.2.1 Alerte	5
6.2.2. Situation de pénurie généralisée et rupture d’approvisionnement du marché.....	5
6.2.3. Fourniture de matériel en dotation pour le fonctionnement des bars et restaurants	6
6.2.4. Travaux de réhabilitation	6
6.2.5 Retrait du matériel mis à disposition.....	6
Article 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX :	6
7.1. Forme des prix	6
7.2 Variation de prix	7
7.3. Clause butoir.....	7
7.4 Clause de sauvegarde	7
Article 8 – AVANCE :	7
Article 9 – MODE DE REGLEMENT :	8
9.1 Modalités d’établissement de la facture.....	8
9.2 Transmission des factures par voie dématérialisée	8
9.3 Mode de règlement des factures	8
9.4 Délai global de paiement.....	8
9.5 Intérêts moratoires.....	9
9.6 Nantissement.....	9
Article 10 – MODALITES DE LIVRAISON :	9
10.1 Modalités de livraison	9
10.2 Délai de livraison	10
10.3 Prolongation du délai d’exécution	10
10.4 Lieu de livraison	10
Article 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION :	11
11.1 Verifications qualitative et quantitative	11
11.2 Admission	11
11.3 Transfert de propriété.....	11
Article 12 – PENALITES - REFACTION :	12
Article 13 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE :	13
Article 14 – SOUS-TRAITANCE :	13
Article 15 – DEVELOPPEMENT DURABLE :	13
Article 16 – PROTOCOLE DE SECURITE ET OBLIGATION DE DISCRETION :	13
Article 17– REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES :	14
Article 18– RESPONSABILITE ET ASSURANCE :	14
Article 19 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE :	15
Article 20– DROIT – LANGUE - MONNAIE :	15
Article 21– RESILIATION DU MARCHÉ :	15
Article 22 – RESPECT DE LA LEGISLATION :	15
Article 23 – DEROGATIONS AU CCAG :	16

Article 1 – PREAMBULE CONTEXTE

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique. Le marché est sans montant minimum et avec un maximum de 143 000 euros HT. Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

La consultation n'est pas allotie et donnera lieu à l'attribution d'un marché à un titulaire unique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

La date du début d'exécution du marché est fixée au **18 juin 2025**.

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels précisés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (ATTR11) et ses annexes A, B, C, D, E et F** dûment renseignés, datés et signés par le titulaire et acceptés par le pouvoir adjudicateur ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.)** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021, disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr/daj/Cahier-desClauses-Administratives-Generales;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Sauf erreur manifeste, ces documents prévalent dans l'ordre susmentionné en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'administration et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents échangés entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché, ne pourra s'intégrer dans les clauses contractuelles. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, de vente, de facturation et de celles énoncées dans les documents commerciaux.

Article 3 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de café et de denrées connexes avec mise à disposition et entretien du matériel au profit des établissements du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Le marché porte sur les articles définis dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement (annexe B).

Article 4 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

4.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois.

4.2 Reconduction du marché

Le marché peut être reconduit deux (2) fois douze (12) mois dans la limite d'une durée maximale de trente-six (36) mois, soit trois (3) ans, à compter de la date du début d'exécution ou dans la limite de 143 000,00 euros HT. Il est reconductible de manière tacite. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. Dans le cas d'une non-reconduction, le Cercle de la Base de Défense de Toulon notifie sa décision au titulaire deux (2) mois avant la date d'anniversaire du marché.

Article 5 – CORRESPONDANTS EN CHARGE DU SUIVI DES MARCHES

5.1 Correspondants administratifs pour le suivi du marché

Le correspondant administratif pour l'ensemble des services et formations bénéficiaires du présent marché est le Bureau des Achats et Marchés Publics du Cercle de la base de défense de Toulon.

Courriels :

- florian3.roux@intradef.gouv.fr ;
- arnaud.delumeau@intradef.gouv.fr ;
- aurelie.lugan@intradef.gouv.fr

Le bureau achats et marchés publics du Cercle de la Base de défense de Toulon est désigné par le Directeur du Cercle de la Base de Défense de Toulon pour être l'interlocuteur privilégié dans le cadre de ce marché.

5.2 Correspondants bénéficiaires des bons de commande

Les correspondants de chaque site bénéficiaire figurent sur le bon de commande (personnes à contacter).

5.3 Correspondant désigné par le titulaire

La société titulaire désigne dans son offre, pour la durée du marché, une personne qualifiée ayant la responsabilité de prendre ou de faire prendre toute décision au nom dudit titulaire, et dont les principales missions sont le suivi administratif et technique des marchés (*réception des bons de commande ; suivi des factures ; demande de révision des prix ; demande de prolongation de délai d'exécution ; évolutions du catalogue et des tarifs remisés correspondants*).

Article 6 – MODALITES D'EXECUTION:

6.1 Modalités d'envoi des bons de commande

Le marché est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins émis par les unités relevant du Cercle de la Base de Défense de Toulon.

Seuls les bons de commande signés par Directeur et les personnels désignés peuvent être honorés par le titulaire.

Les commandes sont passées dans les délais fixés par le titulaire dans l'annexe C de l'acte d'engagement. Elles sont transmises par mail.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les transmettre au signataire du bon de commande concerné dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de sa date de notification, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur exécution pourra se poursuivre au-delà de la date de validité du marché à condition que la durée d'exécution ne dépasse pas le délai de deux (2) mois. Passé le délai de validité du marché, plus aucun bon de commande ne pourra être émis.

Chaque bon de commande indique :

- La référence du marché (numéro, date) ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation et les références des articles commandés ;
- Les quantités exprimées dans l'unité de vente appropriée;
- Les prix unitaires hors taxes des fournitures commandées, par unité de vente ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total hors taxes, de la taxe et toutes taxes comprises du bon de commande
- La désignation de la personne à contacter;
- L'adresse et le lieu précis de livraison des fournitures ;
- Les coordonnées (téléphone & télécopie) de l'émetteur du bon de commande;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le délai de livraison ;
- La date de livraison des matériels.

6.2 Clauses particulières

6.2.1 Alerte

En cas d'alerte (exercice ou réelle) quelle que soit sa nature, les transporteurs pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents. De même, l'accès à certaines zones pourra leur être temporairement interdit.

Le retard éventuel à la suite de telles alertes n'entraînera aucune pénalité sur le montant de la facture concernée.

6.2.2. Situation de pénurie généralisée et rupture d'approvisionnement du marché

Si le titulaire se trouve en rupture d'approvisionnement de l'un des produits prévus au marché pour une raison indépendante de sa volonté, en raison d'une pénurie généralisée et notoire, il sera relevé de son obligation contractuelle de livrer les quantités prévues sur la commande.

Dans ce cas, le titulaire proposera à la personne responsable du marché la fourniture d'un produit de substitution équivalent au prix du produit devenu indisponible. L'acceptation de la proposition vaudra avenant à ce marché.

La personne responsable du marché pourra refuser cette proposition et passer un autre marché avec un autre fournisseur pour obtenir un produit de substitution.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution par le titulaire de ses obligations, il pourra être pourvu par le CBdDT à l'exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution de ces dépenses ne lui profite pas.

6.2.3. Fourniture de matériel en dotation pour le fonctionnement des bars et restaurants

Les matériels mis à disposition par le titulaire, indiqués à l'annexe D de l'acte d'engagement, sont fournis pour l'ensemble des établissements. Le mode de délivrance de ces matériels est défini dans l'offre du candidat (nombre, périodicité). Il doit être, le cas échéant, mis à disposition et non facturé.

Dans le cas d'une facturation des consommables objets de l'annexe E, celle-ci ne peut être admise qu'en cas de commandes allant au-delà de la dotation annuelle et conformément aux montants indiqués par le titulaire dans l'annexe B de l'acte d'engagement.

6.2.4. Travaux de réhabilitation

Des travaux de réhabilitation de locaux, non programmés à la date du début d'exécution du marché, pourraient être réalisés interrompant l'exécution des prestations objets du marché. Cette interruption sera notifiée au titulaire du marché par ordre de service avec un préavis minimal de quinze (15) jours sans compensation financière ou prolongation de la durée du marché.

Toutefois pour une interruption supérieure à 3 mois, le bénéficiaire pourra reprendre le matériel mis à disposition. Dans ce cas, la remise en place du matériel sera effective avant la date de réouverture du site et notifiée au titulaire par ordre de service avec un préavis minimal de 15 jours.

6.2.5 Retrait du matériel mis à disposition

A la fin du marché ou en cas d'externalisation ou de fermeture d'un établissement, le titulaire devra retirer les matériels en place, inscrits en annexe D à l'acte d'engagement. La date d'enlèvement de ce matériel sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception sous préavis de quinze (15) jours. Il en sera de même en cas de non reconduction du marché.

Pour les articles inscrit en annexe E, le titulaire ne pourra demander aucune compensation financière pour le matériel dit « vaisselle » (verres, tasses, sous tasses...) ou publicitaire. Cependant des conventions de mise à disposition de matériel spécifique (prêt, location ...) pourront être mises en place à l'issue de la notification du marché.

Les modalités de ces conventions seront définies d'un commun accord entre le titulaire et l'établissement concerné et validées par le pouvoir adjudicateur.

Article 7 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX :

7.1. Forme des prix

Les prix des fournitures sont des prix unitaires, définitifs et révisables. Ils sont détaillés dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement (annexe B).

Les prix sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise des offres.

Les prix comprennent, et ce, quel que soit le montant de la commande :

- Les fournitures,
- Le conditionnement, l'emballage, le transport et le déchargement au lieu de livraison, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Il est fait application du taux réglementaire en vigueur au moment de la commande en cas de variation de la TVA.

Aucun montant minimum de commande ne sera accepté durant toute la durée de l'exécution du marché.

7.2 Variation de prix

Les prix sont révisables par ajustement à la date anniversaire du début d'exécution du marché une fois par an.

L'ajustement des prix est effectué par référence au bordereau de prix annexés à l'acte d'engagement (annexe B) selon les conditions fixées au 7.3 et 7.4 ci-dessous.

Chaque nouveau prix accepté par le pouvoir adjudicateur sera considéré comme prix contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du marché.

Le fournisseur s'engage à communiquer le nouveau bordereau de prix ainsi que le nouveau catalogue, avec les tarifs applicables, en deux exemplaires par lettre recommandée avec accusé de réception au bureau achats et marchés publics, avec un préavis de deux (2) mois avant la date prévue pour l'application. Si toutefois ce délai n'était pas respecté, l'application des nouveaux tarifs ne sera effective qu'à la suite de la réception du courrier d'explication sur les changements de tarifs.

En aucun cas les nouveaux tarifs ne devront être appliqués aux organismes sans accord écrit du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer son catalogue ou en cas d'arrêt de commercialisation de la gamme des produits, le titulaire doit fournir des produits au moins équivalents (qualité et prix). Toute substitution d'article doit être soumise à l'avis préalable du pouvoir adjudicateur. Ce dernier dispose d'un délai de quinze (15) jours pour notifier au titulaire l'acceptation du produit de substitution.

L'absence de réponse ne constitue pas une acceptation tacite.

7.3. Clause butoir

Les prix initiaux, indiqués à l'annexe B de l'acte d'engagement, sont ajustables sous conditions.

La révision de prix sera soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur seulement si elle conduit à une hausse des tarifs supérieure à 2.5 %. La révision se fait à la hausse comme à la baisse. Dans tous les cas, les justificatifs devront être fournis à l'administration par le titulaire.

La vérification de l'évolution des tarifs s'opère sur la globalité de l'offre de prix (catalogue des fournitures).

7.4 Clause de sauvegarde

Si l'évolution conduit à une augmentation de prix supérieure à 3% par an, la personne publique décidera après négociation de poursuivre ou de résilier la partie non exécutée du marché.

En cas de résiliation le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur dispose de trente (30) jours calendaires à compter de la réception des nouveaux prix pour notifier au titulaire son souhait de mettre fin au marché.

Article 8 – AVANCE :

Une avance pourra être accordée dans les conditions définies à l'article L2191-2 du code de la commande publique. Le titulaire a la possibilité de renoncer à l'avance comme prévu à l'acte d'engagement et ce, conformément aux dispositions de l'article R2191-5 du code de la commande publique.

Article 9 – MODE DE REGLEMENT :

9.1 Modalités d'établissement de la facture

Les factures doivent être établies par commande (une facture par bon de commande).

Chaque facture comporte obligatoirement :

- la raison sociale de l'entreprise et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le numéro d'identification SIRET ;
- la désignation et le numéro du compte à créditer ;
- le numéro, la date du marché ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de facturation ;
- la date de réalisation des prestations de service ;
- la désignation des prestations et fournitures ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant global des taxes ;
- le montant total T.T.C. à payer.

En cas de litige relatif au montant des factures, le Cercle de la Base de Défense de Toulon dispose d'un délai de trente (30) jours suivant la réception de la facture pour notifier ses observations.

Dans l'hypothèse où les contestations s'avèreraient fondées, le titulaire s'engage à établir un avoir.

9.2 Transmission des factures par voie dématérialisée

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée par voie dématérialisée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le titulaire adresse sa facture aux adresses suivantes : florian3.roux@intradef.gouv.fr – aurelie.lugan@intradef.gouv.fr – arnaud.delumeau@intradef.gouv.fr

La transmission des factures par voie postale est interdite.

9.3 Mode de règlement des factures

Le titulaire est payé de ses prestations par virement. L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Le Comptable de l'EPA

Cercle de la Base de défense de Toulon

9.4 Délai global de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente (30) jours après la date :

- De réception de la facture, si la fourniture est admise ;

- De l'admission de la fourniture si la date de réception de la facture lui est antérieure.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui faisant connaître les raisons qui, de son fait, s'opposent au paiement et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la justification demandée, un nouveau délai global est ouvert. Il est égal au solde restant à courir à la date de suspension.

9.5 Intérêts moratoires

Lorsque le dépassement du délai n'est pas causé par la personne publique contractante ou le comptable de l'Etat au sens de l'article R2192-27 du code de la commande publique, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ouvre au titulaire le droit à paiement d'intérêts moratoires calculés selon les termes de l'article R2192-31 du code de la commande publique.

9.6 Nantissement

Le nantissement ou la cession de créances s'applique conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du code de la commande publique.

Article 10 – MODALITES DE LIVRAISON :

10.1 Modalités de livraison

L'emballage, le transport, le déchargement et tout autre frais annexe sont à la charge du fournisseur et exécutés sous sa responsabilité et ce, quel que soit le montant de la commande.

Le fournisseur demeure responsable de l'intégralité de la fourniture jusqu'à sa livraison. Toute clause contraire mentionnée sur le bon de livraison, la facture ou tout autre document sera nulle.

Si les constatations faites à l'arrivée laissent entrevoir la possibilité de pertes ou d'avaries, le pouvoir adjudicateur prendra les mesures conservatoires nécessaires pour la sauvegarde, soit de ses propres droits, soit des droits du titulaire du marché. Elle fera en particulier toute réserve utile auprès du transporteur.

Les fournitures sont accompagnées d'un bordereau de livraison en double exemplaire. Les indications suivantes doivent y figurer :

- Raison sociale du titulaire du marché ;
- Date et numéro du marché ;
- Date et numéro du bon de commande auquel se rapporte la livraison ;
- Date et adresse de livraison ;
- Désignation et quantité des marchandises livrées.

Le représentant de l'unité destinataire qui réceptionne les fournitures porte les informations éventuelles constatant des avaries dues à la livraison sur le bordereau. Il conserve un exemplaire de ce dernier et remet au titulaire l'autre exemplaire après y avoir mentionné la date de réception des matériels, son nom, sa qualité et l'avoir signé.

Le titulaire joint le bordereau de livraison avec la facture lors de l'envoi de celle-ci pour le paiement. La signature du bordereau ne vaut pas admission des produits.

Lorsque le volume de la commande le justifie, la fourniture est livrée sur palette. Chaque palette est individualisée et identifiée par service ou formation bénéficiaire du marché.

Toute palette non identifiée sera refusée d'office.

10.2 Délai de livraison

Le délai de livraison doit être conforme à celui renseigné sur l'annexe C de l'acte d'engagement. Ce délai commence à courir à compter du lendemain de la notification du bon de commande (accusé réception courriel).

10.3 Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur de prolonger les délais d'exécution lorsqu'il est dans l'impossibilité de les respecter. Il signale à celui-ci par écrit les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de trois (3) jours, à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou du délai courant jusqu'à la fin de validité du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de huit (8) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Le cas échéant, le délai ainsi prolongé aux mêmes effets que le délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

10.4 Lieu de livraison

Les fournitures, objets du présent marché, sont à livrer dans les établissements suivants :

Bars et restaurants du Cercle de la Base de Défense de Toulon (liste non exhaustive)

- Bar Escale Amiral Ronarc'h ;
- Restaurant Amiral Ronarc'h ;
- Bar Fort st Louis ;
- Bars du Centre de loisirs du PEM Saint Mandrier ;
- Bar du Fort Lamalgue ;
- Bar du centre de loisir La Naïade (Base navale de Toulon) ;
- Bar du centre de loisir Le Palmier (BAN HYERES) ;
- Bar OMS - ESNA (Base navale Toulon) ;
- Base vie est St Anne - Site de Oudard ;
- Bar du 54^{ème} RA d'Hyères ;

Les livraisons s'effectuent lors des jours ouvrés précisés dans les bons de commande et ce, conformément aux délais imposés par l'annexe C de l'acte d'engagement.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les livraisons, y compris pendant ses périodes de fermeture.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, avant la livraison de chaque commande, de toute particularité et/ou de toute difficulté de livraison inhérentes à certains services et formations bénéficiaires des présents marchés, telles que :

- La situation géographique de ces services et formations ;
- Les conditions d'accès aux sites ;
- Les règlements intérieurs particuliers des sites de livraison ;
- Les permanences de leur occupation ;
- Les horaires particuliers de travail ;

Néanmoins, dans le cas d'un fonctionnement particulier, les représentants respectifs de ces services et formations devront préalablement en informer le titulaire.

Article 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION :

11.1 Verifications qualitative et quantitative

Par dérogation aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont réalisées par l'unité destinataire, qui s'assurera que les fournitures sont au complet, en bon état et que les clauses et conditions du marché sont bien remplies.

11.2 Admission

Conformément à l'article 30 du CCAG/FCS, à l'issue des opérations de vérification quantitatives, le pouvoir adjudicateur peut, si la quantité fournie n'est pas conforme à celle prévue dans le bon de commande ou dans le marché :

- Soit accepter la marchandise en l'état ;
- Soit mettre en demeure le titulaire de compléter la livraison et de présenter, le cas échéant, toute observation utile.

La décision d'admission doit intervenir dans un délai de vingt-quatre (24) heures ouvrables après la signature du bon de livraison. Le silence du client dans ce délai vaut décision d'admission. Excepté pour des remarques concernant la qualité des produits qui ne peut être contrôlée qu'a posteriori.

Le pouvoir adjudicateur procède à la suite aux opérations de vérifications qualitatives à l'issue desquelles, conformément à l'article 29.1 du CCAG/FCS, il prononce avant le terme du délai ci-dessus sa décision (*bordereau de livraison signé par le titulaire et l'administration ou leurs représentant – « attestation de services fait / admission des prestations »*) d'admission éventuellement assortie d'une réfaction, d'ajournement ou de rejet des fournitures. Le délai sera augmenté d'office de tous les délais supplémentaires imputables au titulaire.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations. Ces décisions sont notifiées au titulaire.

Le montant de la réfaction est proportionnel à la défaillance de qualité ou quantité constatée.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG/FCS, en cas de rejet, l'enlèvement des fournitures sera effectué dans un délai de quarante-huit (48) heures par le titulaire. Passé ce délai, les fournitures seront renvoyées au titulaire en port dû **OU** pourront être détruites ou évacuées par le service bénéficiaire aux frais et risques du titulaire.

En cas de rejet de tout ou partie des fournitures, le titulaire s'engage à livrer de nouveau les fournitures commandées, à ses frais.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG/FCS, dans le cas d'un nouveau rejet de tout ou partie des fournitures, après mise en demeure, l'administration pourra résilier le marché sans versement d'indemnités.

11.3 Transfert de propriété

La signature du bon de livraison par le client vaut transfert de propriété des denrées.

Article 12 – PENALITES - REFACTION :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont exigibles dès le premier euro. Elles sont applicables sans mise en demeure préalable, exception faite des pénalités consécutives à la non présentation des pièces administratives prévues à l'article 22 du présent CCAP. Les pénalités sont cumulatives et non plafonnées. Toutefois, en cas de pénalités d'un montant supérieur à dix (10) % du prix de la facture sur trois mois consécutifs, l'administration se réserve le droit de résilier le marché.

12.1 Pénalité pour retard de livraison des fournitures

Lorsque le titulaire n'a pas, de son fait, respecté les délais contractuels de livraison, il encourt une pénalité de retard de 50 € par jour.

12.2 Pénalités pour non-respect des délais de maintenance préventive ou corrective

La formule suivante s'applique : $P = J \times 100 \text{ €}$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité,
- J = nombres de jours de retard (excepté le 1^{er} jour).

12.3 Pénalité pour retard de présentation de l'attestation d'assurance

En cas de dépassement du délai de présentation de l'attestation d'assurance citée à l'article 18 du présent CCAP, la pénalité prévue est de cent (100) €uros par semaine de retard, décomptée à partir du premier jour de retard suivant les quinze (15) jours ouvrés après la date du début d'exécution du marché.

12.4 Pénalités pour retard de présentation des pièces administratives

En cas de dépassement du délai de présentation des pièces administratives citées à l'article 22 du présent CCAP, la pénalité prévue est de trente (30) €uros par jour calendaire, décompté à partir du premier jour de retard.

12.5 Exonération des pénalités

Le titulaire peut demander par lettre recommandée avec accusé de réception la levée de toute sanction dans un délai de deux (2) mois à compter du décompte de liquidation. Il produit tout document utile permettant de justifier du défaut ou du retard d'exécution globale du marché, d'intervention au titre de la garantie, ou de présentation des pièces administratives exigés par le RDPA.

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du courrier du titulaire, le PA l'informe de sa décision de maintenir ou de lever la sanction.

12.6 Réfaction pour dysfonctionnement d'exécution

Lorsque le pouvoir adjudicateur ou le représentant de chaque unité estime que les prestations du titulaire ne satisfont pas entièrement aux conditions fixées par le marché (obligation de résultat sur la maintenance et la qualité du service rendu), ou pour tout dysfonctionnement qualitatif et quantitatif constaté, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par courrier et pourra appliquer une réfaction financière sur le mois au cours duquel l'anomalie aura été constatée.

Article 13 – DEFAILLANCE DU TITULAIRE :

L'exécution de la fourniture ne pouvant souffrir d'un retard de livraison, le fournisseur sera considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement l'une des commandes dans les délais qu'il aura fixé sur l'annexe C sauf prolongation du délai d'exécution explicitement accordée au titulaire.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire d'honorer son engagement sous huit (8) jours par lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra faire application des dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS relatifs à la résiliation. L'application du présent article n'a pas d'effet suspensif sur le décompte des pénalités de retard prévues à l'article précédent.

Article 14 – SOUS-TRAITANCE :

La sous-traitance totale est interdite.

Article 15 – DEVELOPPEMENT DURABLE :

Les emballages devront être recyclables (*normes ISO 18601 à 18606 ou équivalent*) ou à base de matériaux renouvelables, conçus pour éviter des volumes inutiles et en quantités minimisées. Les titulaires, dans le cadre des fournitures objets du présent du marché, indiqueront les labels, écolabels et autres normes environnementales (*ou équivalents*) pour lesquels ils sont agréés.

Article 16 – PROTOCOLE DE SECURITE ET OBLIGATION DE DISCRETION :

Le titulaire sera soumis aux consignes des différents sites bénéficiaires du marché, lorsqu'il se trouve dans leur enceinte.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans **l'instruction ministérielle n° 303218/DEF/SGA/DFP/PER/5 du 4 décembre 2003** et relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme de la Défense par une ou plusieurs entreprises extérieures. Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Lors de l'exécution des prestations de livraison, le titulaire peut avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par une quelconque mention de protection, doivent néanmoins rester confidentielles et ne peuvent être rendues publiques.

Il s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, de tout élément connu, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le responsable sécurité du service bénéficiaire de la prestation et le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par son personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Le titulaire certifie conformément aux dispositions des articles L.3243-1, L.3243-2, L.3243-4, L.1221-10, L.1221-13, et L.1221-15 du code du travail que ses salariés sont employés régulièrement.

La violation par le titulaire, des obligations rappelées ci-dessus, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des peines prévues par les dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat.

Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions des différentes emprises bénéficiaires du présent marché.

L'administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des salariés jugés par elle indésirables, ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel et des dégâts produits.

Article 17– REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES :

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire du marché déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Article 18– RESPONSABILITE ET ASSURANCE :

Le titulaire déclare avoir contracté une assurance de responsabilité civile d'exploitation qui devra couvrir les dommages corporels et matériels. Elle devra être d'un montant suffisant et être souscrite auprès d'un établissement dont la solvabilité est reconnue.

Il devra justifier pendant toute la durée du marché qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'ensemble du personnel exécutant la prestation, des tiers, des usagers, de la personne publique et de ses agents en cas d'accident causé par la conduite des prestations, les modalités de leur exécution, ou la tenue et le comportement de ses agents.

Dans l'hypothèse où l'attestation de la compagnie d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie n'a pas été fournie lors de la soumission, une copie de cette attestation sera adressée au pouvoir adjudicateur, au plus tard quinze jours ouvrés après la date de notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci.

L'étendue de la garantie devra figurer sur ce document.

Si les délais d'envoi de cette attestation d'assurance ne sont pas respectés, le titulaire se verra appliquer les pénalités pour non transmission de l'attestation d'assurance (cf. article 12.3 du présent CCAP).

Le titulaire prendra toutes les précautions indispensables pour que son assurance couvre la durée du marché (cf. article 4 du présent CCAP). En cas de reconductions, une nouvelle attestation d'assurance devra être transmise à chaque échéance pour la période considérée.

Si l'attestation d'assurance initiale ne couvre que la période entre la date du début d'exécution et le dernier jour de l'année civile en cours, le titulaire adressera, au plus tard le 31 janvier de chaque année, jusqu'à la fin du marché, (toutes reconductions comprises) l'attestation d'assurance annuelle au titre l'année considérée.

L'administration bénéficiera, en cas de mise en jeu de cette assurance, d'une délégation d'indemnité.

Article 19 – REDRESSEMENT JUDICIAIRE – LIQUIDATION JUDICIAIRE :

Les dispositions suivantes sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend continuer l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 20– DROIT – LANGUE - MONNAIE :

Le présent marché est régi par le droit français.

La langue en vigueur pour tout échange à son propos est la langue française.

L'unité monétaire de règlement du présent marché est l'Euro.

Article 21– RESILIATION DU MARCHE :

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 42 du CCAG/FCS et du présent CCAP.

La personne publique se réserve, par ailleurs, le droit de résilier sans indemnités le présent marché en cas de dissolution, de fermeture ou de déplacement de tout ou partie de la formation ou des bénéficiaires.

Article 22 – RESPECT DE LA LEGISLATION :

Les dispositions relatives aux mesures à prendre vis-à-vis des personnes condamnées pour infractions à la législation fiscale sont rigoureusement observées par le fournisseur.

Le titulaire du marché doit produire les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail.

A la demande de l'administration, ces pièces sont à fournir tous les six (6) mois à compter de la date d'exécution du marché et ce, pendant toute sa durée.

En cas de non transmission des documents dans le délai imparti par l'administration, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, les pénalités définies l'article 12.4 du CCAP.

En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents précités, le marché sera résilié pour faute du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de notifier immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché à la personne habilitée à engager le marché. Ces modifications se

rapportent aux personnes ayant pouvoir d'engager la société, à la forme juridique de la société, sa raison sociale ou sa dénomination, son adresse ou le changement de siège social, son capital, et généralement à toutes les modifications importantes liées au fonctionnement de l'entreprise.

Article 23 – DEROGATIONS AU CCAG :

L'article 11.1 du CCAP « Vérifications qualitative et quantitative » déroge aux articles 28 et 29 du CCAG/FCS ;

L'article 11.2 du CCAP « Admission » déroge à l'article 30.4 du CCAG-FCS ;

L'article 12 du CCAP « Pénalités – Réfaction » déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.